

Mémorandum conjoint des Forces de Résistance-Haguruka et le Patenariat-Intwari

La pacification et la stabilisation effectives de l'Afrique des Grands Lacs ne sauraient faire l'économie d'une indispensable libéralisation politique au Rwanda

Nous, Signataires du présent Mémorandum ;

Au nom de nos organisations respectives, actuellement contraintes d'opérer, l'une dans la clandestinité et l'autre en exil ;

Conscients de nos responsabilités dans l'édification d'une paix durable et d'une communauté de destin dans la région des Grands Lacs d'Afrique, un thème clef qui devrait mobiliser le sommet des Chefs d'Etat de la région en principe prévu pour décembre 2006 à Nairobi ;

Déterminés à apporter notre contribution à la reconstruction de notre pays déchiré par une tragédie aux dimensions incommensurables ;

Convaincus que cette reconstruction passe par l'édification au Rwanda d'un Etat de droit, démocratique et garant des droits et libertés de tous les citoyens ;

Décidés à participer à la pacification et à la stabilisation de notre pays via un processus authentique de démocratisation et de réconciliation nationale ;

Persuadés que les acquis actuels en matière de démocratisation de l'Afrique des Grands Lacs sont lourdement menacés par la persistance au Rwanda d'un îlot de dictature, d'injustices et de discorde ;

Résolus à combattre de toutes nos forces le régime tyrannique du Front patriotique Rwandais (FPR), un régime imposé à notre peuple et dont le rôle dans la déstabilisation de la région n'est plus à démontrer ;

Déclarons ce qui suit :

1. Nous saluons les progrès positifs enregistrés sur le front de la pacification et de la démocratisation de la région des Grands Lacs, notamment la tenue d'élections démocratiques dans les pays voisins du Rwanda.

2. Nous nous félicitons en particulier de l'aboutissement du processus de paix au Burundi qui a conduit ce pays en 2005 à des élections qui l'ont doté d'institutions démocratiques. Nous saluons par ailleurs le très récent accord de paix conclu le 07/09/2006 à Dar es Saalam entre le Gouvernement du Burundi et la rébellion du

Palipehutu-FNL, ouvrant ainsi la voie à la pacification totale du Burundi. Nous sommes cependant préoccupés par des informations faisant état d'une tentative de déstabilisation de la jeune démocratie burundaise et en appelons au vaillant peuple du Burundi pour qu'il ouvre de concert avec ses dirigeants, en vue de faire échec à tout projet de sabotage d'où qu'il vienne qui serait susceptible de compromettre les progrès réalisés sur la voie de la démocratie.

3. Dans le même ordre d'idées, nous nous félicitons de l'accord de cessation des hostilités intervenu à Juba au Sud Soudan entre le Gouvernement de l'Ouganda et les rebelles de la LRA de Joseph Kony au terme d'un conflit particulièrement meurtrier et vieux de 20 ans qui a ravagé le Nord de ce pays. Nous encourageons vivement les deux parties à poursuivre résolument le dialogue jusqu'à la signature d'un accord politique global aux retombées si précieuses surtout pour les populations très éprouvées du nord de l'Ouganda.

4. S'agissant des élections présidentielles et législatives qui se sont déroulées fin juillet 2006 en RD Congo, nous nous félicitons du climat globalement positif qui a marqué ces scrutins historiques à plus d'un titre. Nous formulons le vu et l'espoir de voir ces élections déboucher rapidement sur la mise en place de nouvelles institutions jouissant du soutien populaire et nanties d'une plus grande légitimité internationale. Nous exprimons néanmoins notre vive inquiétude suite aux graves incidents qui ont marqué la publication des résultats du premier tour de la présidentielle tout en gardant l'espoir de voir le retour au calme observé actuellement dans la capitale Kinshasa et dans le reste du pays, favoriser la tenue, dans de bonnes conditions, du second tour de la présidentielle fixé au 29/10/2006.

5. Nous ne saurions évoquer le succès de tous ces processus de paix sans rendre un vibrant hommage aux peuples concernés pour leur sagesse et leur esprit patriotique, leur abnégation et leur patience ainsi que leur détermination qui, faisant mentir tant de prévisions pessimistes, auront démontré une grande maturité politique. Nous estimons en effet qu'ayant été durablement affectés par des conflits récurrents, les peuples de l'Afrique des Grands Lacs méritent de recouvrer rapidement la paix et la tranquillité inscrites sans doute au coeur de leurs préoccupations primordiales.

6. Nous tenons, par ailleurs, à saluer l'engagement de la Communauté internationale dont le poids et les efforts multiformes constituent un soutien précieux et déterminant dans le combat mené par des forces pacifistes agissant dans des sociétés fortement fragilisées par des conflits fratricides comme au Burundi et en RD Congo. Nul n'ignore en effet que sans l'engagement patient et vigilant ainsi que la détermination des Nations Unies, de l'Union Européenne et de l'Union Africaine dont l'accompagnement demeure par ailleurs indispensable, tous ces processus de paix finiraient probablement par déraiper et échouer.

7. Nous voudrions néanmoins, comme nous n'avons cessé de le faire, réitérer notre appel à la Communauté internationale pour qu'elle réalise enfin l'urgente nécessité d'une approche plus globale et plus cohérente dans le processus de stabilisation de la région des Grands Lacs. Nous estimons en effet qu'on ne saurait prétendre pacifier durablement et stabiliser l'Afrique des Grands Lacs sans pousser le Rwanda à rejoindre ses voisins sur la voie d'une démocratisation effective.

8. Par rapport précisément au processus constitutionnel et électoral conduit unilatéralement par le FPR en 2003, nous réitérons aujourd'hui la mise en garde que nous avons alors lancée à l'intention de l'opinion tant nationale que internationale contre une fausse sortie de la transition politique au Rwanda et contre le risque aujourd'hui avéré d'une démocratisation tronquée. A cette époque, nous avons clairement souligné le caractère inopportun des élections et préconisé la tenue, au préalable, d'un Dialogue politique qui, à notre avis, aurait constitué le seul cadre approprié pour mettre en place des fondations solides en vue d'une intégration effective de toutes les composantes de notre pays déchiré par la guerre, le génocide et tant d'autres horreurs.

9. Nous restons aujourd'hui convaincus que, prise dans le piège d'une dangereuse cristallisation d'ordre ethnique et idéologique à tous les niveaux de la vie nationale malgré le déni du régime, la société rwandaise ne devrait pas payer le prix de l'irresponsabilité et de l'égoïsme d'une junte militaire et d'une classe dirigeante dont les comportements alimentent, dans une large mesure, des conflits qui, à tout moment, peuvent dégénérer dans de terribles catastrophes humanitaires qui affecteraient toute la région.

10. Nous invitons solennellement la Communauté internationale à revisiter le conflit rwandais dont il s'était honteusement détourné en 1994 dans des circonstances dramatiques et qui, jusqu'à ce jour, reste sans solution viable. En effet, tablant probablement sur une hypothétique ouverture démocratique de la part des vainqueurs de 1994 une fois qu'ils auraient été légitimés par les urnes, la Communauté internationale a donné son aval à un véritable processus d'auto légitimation en cautionnant des élections entachées de graves irrégularités dont « *des actes de harcèlement et d'intimidation, de disparitions et arrestations de membres de l'opposition* » tels que relevés par l'Union Européenne dans sa déclaration du 29 août 2003 sur les élections présidentielles au Rwanda.

11. Près de trois ans après cette mascarade électorale et une démocratisation de façade, nous devons constater que le pouvoir FPR, abusant de sa prétendue légitimité populaire et de la complaisance de la Communauté internationale, n'aura fait que consolider sa mainmise totale sur tous les rouages de la société rwandaise

désormais prise en otage par un régime incurablement militariste et dont la dérive totalitaire et criminelle n'est plus à prouver.

12. Nous avons constaté avec regret combien les politiques du FPR sont basées sur la terreur d'Etat qui elle-même se nourrit d'une sauvage chasse à l'homme dirigée contre des citoyens innocents. Nous ne saurions plus longtemps tolérer le musellement de l'opposition intérieure, de la presse indépendante et de la société civile. Dans un tel contexte marqué par la violence d'Etat et dans lequel la majorité des citoyens sont réduits au silence et confinés dans la résignation étant donné que ceux qui tentent de réagir sont soit éliminés, soit arrêtés et incarcérés ou alors obligés de prendre le chemin de l'exil, nous ne saurions plus longtemps rester les mains croisées.

13. Nous savons en effet comment fonctionne le système opaque mis en place par le FPR et nous tenons aujourd'hui à en informer solennellement le public dont nous attirons l'attention sur le fait que l'ancienne guérilla s'est de facto érigé en un parti Etat qui s'alimente essentiellement du refus, depuis 12 ans, du moindre débat contradictoire au Rwanda. Cette absence de débat est du reste confirmée par le récent rapport du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) institué par le NEPAD. Nous sommes particulièrement préoccupés par le fait que le Gouvernement FPR, au lieu de s'atteler à résoudre les problèmes d'intérêt national qui sont légion, s'embourbe chaque jour davantage dans ses propres contradictions sur fond de rivalités et de querelles intestines.

14. Sur le plan régional, nous estimons que la diplomatie de façade à laquelle se livrent Kigali et Kinshasa depuis un bon moment est loin d'avoir enterré la pomme de discorde qui subsiste entre les deux pays. Nous pensons en effet que les guerres qui ont ravagé la RD Congo trouvent, au moins partiellement, leurs origines dans le conflit rwandais. Nous restons convaincus que la présence en RD Congo d'une rébellion armée opposée au régime de Kigali ainsi que le soutien persistant de Kigali à des groupes armés opposés à Kinshasa, constituent un problème qui ne saurait trouver de solution satisfaisante dans de simples gesticulations diplomatiques. Plus concrètement et malgré ses déclarations intempestives, nous avons de sérieux motifs de mettre en doute la volonté du régime FPR de régler définitivement ce problème dont il s'est toujours servi comme un paravent dans ses multiples interventions sur le territoire de son voisin.

15. Nous sommes par ailleurs conscients du fait que la persistance de ce problème permet au régime de Kigali de repousser toujours à plus tard la nécessité d'ouvrir l'espace politique et de libéraliser les activités de l'opposition démocratique et de la société civile. Nous sommes ainsi confrontés à un système profondément

militariste qui ne saurait survivre sans des conflits lui servant de prétexte pour se livrer à des massacres, des pillages et à la déstabilisation de ses voisins.

16. Nous attirons également l'attention de l'opinion sur le fait que la rébellion rwandaise présente en RD Congo ne constitue pas le seul motif d'inquiétude quand l'on sait que des milliers de rwandais, militaires ou civils, sont encore disséminés dans les pays de la région où ils sont toujours dépourvus de réelles perspectives d'avenir. Nous estimons que tant que la Communauté internationale, le Rwanda et les autres pays concernés, n'auront pas dégagé un compromis satisfaisant par rapport à ce problème, le risque de se retrouver dans une situation similaire à celle de 1990-1994 ne fait que s'accroître.

17. Nous estimons qu'en renonçant officiellement à la lutte armée pour poursuivre leur combat par des moyens démocratiques, les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) ont fait un pas positif sur la voie vers la paix comme en atteste la déclaration de Rome du 31 mars 2005. Nous déplorons par contre l'attitude négative du Gouvernement FPR dont l'arrogance et l'intransigeance constituent les principaux obstacles à un règlement pacifique du problème. Nous en appelons dès lors à des pressions de la Communauté internationale sur le Gouvernement de Kigali en faveur de l'ouverture d'un Dialogue honnête et loyal entre les parties rwandaises en conflit.

18. Nous sommes persuadés que le contentieux relatif à la présence en RD Congo de rebelles rwandais hostiles au régime de Kigali ne saurait être réduit à un problème isolé. Nous pensons plutôt qu'il s'inscrit dans une dynamique plus complexe du conflit rwandais et qu'il serait dangereusement réducteur de le vider de sa dimension hautement politique en ne le traitant que sur un plan strictement militaire.

19. Nous pensons que la Communauté internationale devrait faire preuve de cohérence dans son approche de la problématique rwandaise et d'éviter de tomber dans la naïveté. En effet, pendant près de cinq ans d'occupation de l'est de la RD Congo, le régime FPR n'a pu venir à bout de son opposition armée. Par ailleurs, malgré les multiples tentatives de rapatriement forcé soutenues par des moyens militaires et logistiques considérables, la RD Congo et la Communauté internationale n'auront pas réussi à convaincre la rébellion de désarmer et de rentrer au Rwanda. A cet égard, nous réaffirmons notre ferme conviction qu'il n'y a pas de solution militaire au problème de la rébellion rwandaise et nous préconisons la négociation d'un accord politique équitable.

20. Convaincus du caractère contre-productif d'un retour forcé de la rébellion au Rwanda alors que des milliers de citoyens rwandais effectuent le parcours inverse pour fuir leur pays en s'exilant dans les pays voisins et que des opposants politiques,

des journalistes et des activistes des droits de l'homme sont contraints de s'exprimer à partir de leur exil tandis que ceux qui optent pour rester dans le pays y sont confinés dans la clandestinité, nous préconisons un Dialogue politique véritablement inclusif, seul cadre approprié pour baliser le chemin vers une solution globale et durable au conflit.

Conclusions et Recommandations

Indéfectiblement attachés au louable objectif de pacification, de reconstruction, de stabilisation et de démocratisation de l'Afrique des Grands Lacs ;

Convaincus que le Rwanda doit impérativement s'inscrire dans le processus de dialogue politique et social amorcé dans la région et de son intégration économique et politique ;

Conscients, à cet effet, que les progrès déjà atteints dans la région seraient sans lendemain si les maux à la base des conflits n'étaient pas attaqués dans leurs racines ;

Déplorant fortement le fait que le Rwanda reste aujourd'hui le seul pays de la sous région où le dialogue reste tabou malgré l'existence avérée d'une crise interne qui, si elle perdure, ne peut que déboucher sur de nouvelles catastrophes, les mêmes causes produisant les mêmes effets ;

1. Nous lançons un appel pressant au peuple du Rwanda afin qu'il se mobilise de plus en plus pour résister à la tyrannie malgré les conditions inacceptables créées et/ou entretenues par le régime FPR. Nous invitons la population rwandaise à manifester, dans la mesure du possible, son soutien au combat démocratique mené par l'opposition.

2. Nous exigeons du Gouvernement FPR qu'il procède sans plus tarder à la libération immédiate et sans condition de tous les prisonniers d'opinion, qu'il ouvre l'espace politique et engage sans délai de sérieux pour parler avec l'opposition en vue de créer un climat propice à la tenue d'un Dialogue politique effectif. Celui-ci constitue pour nous l'unique manière de mettre en place les conditions nécessaires en vue de garantir et de sécuriser les prochaines échéances politiques notamment les élections législatives qui devraient se tenir en 2008.

3. Nous demandons solennellement à la Communauté internationale de se prononcer aussi rapidement et clairement que possible en faveur d'un Dialogue inter rwandais, de s'engager à en appuyer concrètement la tenue et à en garantir les décisions.

Fait à Bruxelles, le 09 septembre 2006

Pour les Forces de Résistance-Haguruka
M. Karisoke Amani (signé)
HC

Pour le Partenariat-Intwari
Gen. Habyarimana Emmanuel (Signé)
Président

Les signataires du présent Mémorandum chargent le Secrétariat permanent du Partenariat-Intwari de s'assurer de sa diffusion et d'en faire le suivi auprès des acteurs intéressés notamment l'ONU, l'UA, l'UE et les médias.